

Rapport annuel sur l'état de la France 2022

Changer de boussole pour dépasser l'urgence et préparer l'avenir

Déclaration du groupe des Outre-mer

Ce rapport annuel sur l'état de la France 2022 s'illustre par l'accueil des contributions des deux Délégations aux droits des femmes et aux Outre-mer pour nourrir notre réflexion et ce bien qu'elles ne disposent pas d'indicateurs spécifiques. Cette initiative a permis à celle des Outre-mer d'inscrire de nouveau la question de l'intégration des données disponibles dans les statistiques publiques.

Par ailleurs, nous partageons les constats sur les perspectives encourageantes à la sortie de la crise sanitaire mais la succession de tensions internationales fait peser un risque permanent sur les entreprises et les populations dans un monde interdépendant. Les Outre-mer aussi avaient confiance dans la dynamique de reprise post-Covid. Malgré, les désordres médicaux, humains et les situations dramatiques pendant la crise sanitaire, les économies ultramarines ont résisté grâce à la fois aux mesures gouvernementales mais à la résilience des acteurs économiques.

Cependant, au-delà de l'aspect conjoncturel, c'est bel et bien les modèles économiques qui arrivent à bout de souffle dans ces territoires. En effet, en dépit des taux de croissance souvent supérieurs à ceux de l'Hexagone, le niveau de richesse par habitant est bien inférieur à celui de la France continentale. Ce phénomène crée alors de graves insuffisances :

- De services publics plus particulièrement à Mayotte et en Guyane ;
- Des ruptures d'égalité quant à la continuité pédagogique au détriment des élèves ;
- De détresse sociale au regard du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté et en grande précarité ;
- D'emplois.

Cette situation est source de désespérance et a provoqué, bien avant les Gilets jaunes et la Covid19, le cri de nos populations. 2009 aux Antilles, 2011 à Mayotte, 2017 en Guyane, 2018 à La Réunion et plus récemment en Guadeloupe. Partout en Outre-mer, les revendications sont les mêmes parce que les souffrances et les inégalités n'ont cessé de croître.

Mais est-ce que nos modèles de développement économique ne sont-ils pas des freins au développement de nos territoires ? Nous devons nous interroger sur cette boussole qui, si elle a fonctionné, montre des signes de vulnérabilités. Les politiques publiques doivent intégrer une nouvelle vision des Outre-mer, consistant à moins les considérer comme des territoires à « assister » socialement, mais davantage comme des lieux d'innovation et d'excellence.

L'avenir des Outre-mer mérite un engagement fort de la nation pour réussir les impératives transitions. Toutefois, si nous ne répondons pas à la question du développement souhaité et souhaitable et des outils fiscaux, sociaux ainsi que des sources d'investissement à réformer, nous n'irons pas vers de nouveaux modèles de développement soutenable, respectueux des territoires et des ultramarins eux-mêmes.

Le groupe des Outre-mer a voté l'avis.